



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 9 SEPTEMBRE 1990

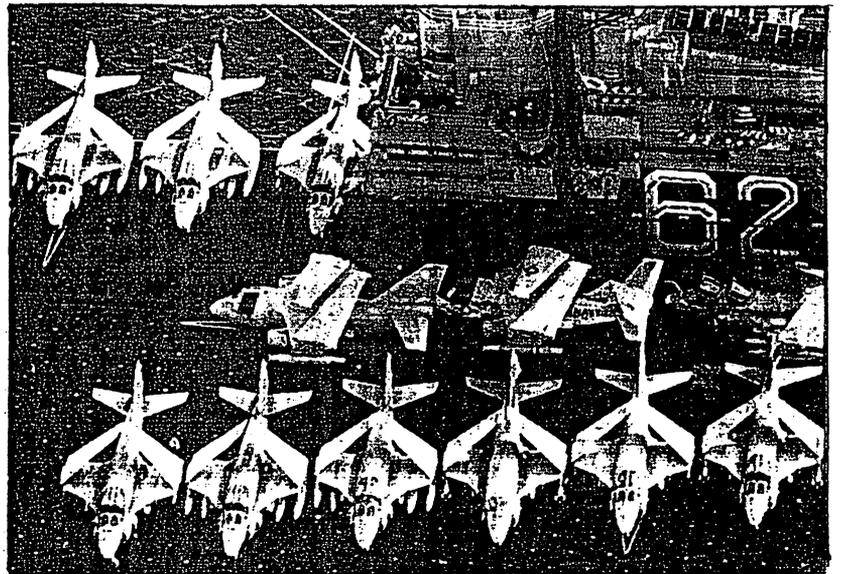
N° 192

PRIX: 4 FF



TROUPES IMPERIALISTES HORS DU GOLFE PERSIQUE !

SOMMAIRE
AU
VERSO



Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4 et 5

- Côte d'Ivoire: Multipar-
time mais pas de démoc-
ratie.

- C'est d'abord Houphouët
que le Pape a béni.

Pages 6 et 7

- Mauritanie-Sénégal:
la tuerie continue.

Pages 7, 8 et 9

- Libéria: Massacres
entre bandes rivales
par ethnies interposées.

Pages 10, 11 et 12

- Afrique du sud: course
meurtrière entre organisa-
tions nationalistes riva-
les.

A B O N N E M E N TFrance : 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

Etranger

Même tarif mais unique-
ment en coupons-réponses
internationaux.

A D R E S S E

DUFEAL - COMBAT OUVRIER

Pour le PAT

B.P. 42

92114 CLICHY Cedex

TROUPES IMPERIALISTES HORS DU GOLFE PERSIQUE !

A la suite de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, les puissances impérialistes, avec l'impérialisme américain en tête, ont envoyé dans la région du Golfe Persique, toute une flotte de bateaux porte-avions, des matériels militaires les plus sophistiqués et plus de 100.000 soldats, (rien qu'en Arabie Saoudite) .

Toute cette impressionnante démonstration de force qui a coûté des milliards de dollars, et cette menace de mort que l'impérialisme fait peser sur les populations de cette région, ne peuvent que révolter les travailleurs.

Que ces dirigeants de l'impérialisme ne viennent pas nous dire que c'est pour l'indépendance du Koweït qu'ils se "sacrifient"; car si l'Irak de Saddam Hussein a envahi le Koweït depuis un mois, l'Angleterre elle, c'est durant plusieurs décennies qu'elle a envahi une grande partie de cette région. L'impérialisme y a opprimé, pillé, massacré; et ce sont les dirigeants de cet impérialisme qui prétendent "libérer" un pays et faire respecter le "droit des peuples"!

S'ils interviennent, ce n'est pas parce que Saddam Hussein est un dictateur. Car oui, c'est un dictateur infâme, mais ce sont eux-mêmes qui l'ont armé jusqu'aux dents! En réalité ce qui les intéresse, ce sont les puits de pétrole. L'impérialisme a déjà mené par le passé de nombreuses interventions pour les mêmes profits liés au pétrole.

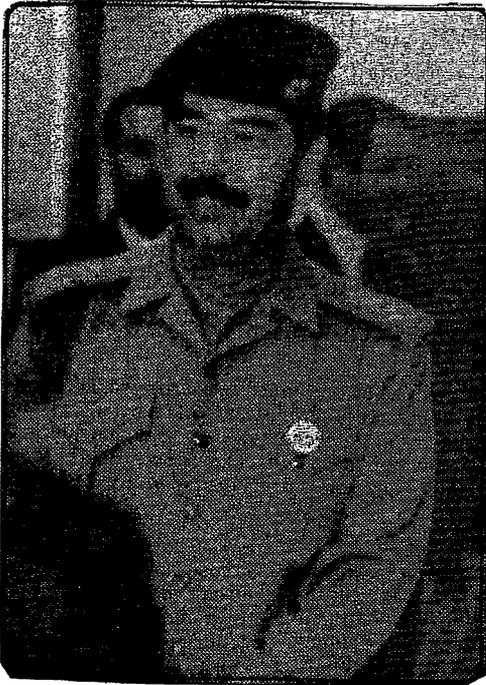
Et si aujourd'hui ces troupes menacent seulement pour le moment d'intervenir, c'est parce que l'impérialisme craint une réaction des masses arabes dans l'ensemble de cette région et peut-être même au-delà. Les dirigeants impérialistes craignent que ces masses qui vivent dans la misère à côté des fortunes colossales des émirs, de ces sultans, de cette petite couche de milliardaires qui bénéficient de leur protection, ne profitent de leur intervention militaire pour faire éclater au grand jour leur colère et leur haine.

Alors oui, sans réserve, tous les travailleurs ne peuvent qu'être contre l'intervention des troupes impérialistes et pour leur départ de cette région.

Parmi les travailleurs, notamment les travailleurs africains, nombreux sont ceux qui voient en Saddam Hussein plus ou moins leur vengeur. Eh bien! Ils se trompent en prenant Saddam Hussein pour ce qu'il n'est pas. Car si aujourd'hui Saddam Hussein se souvient des masses arabes, c'est parce qu'il se trouve en difficulté. C'est par démagogie qu'il fait appel à elles, d'ailleurs uniquement dans ses discours mais pas dans les faits.

C'est à cause des dictateurs comme lui, comme Assad, que la colère et la révolte des masses arabes sont jugulées. Saddam Hussein parle au nom des peuples opprimés arabes, mais c'est lui-même qui a fait massacrer au gaz chimique des villages entiers de Kurdes et assassiner des centaines

de communistes dans son propre pays!



ces dictateurs-là. Leur salut, ils ne pourront l'obtenir que lorsqu'ils ne compteront plus sur des sauveurs suprêmes. Ni Sékou Touré, ni Sankara, ni Saddam Hussein, ne représentent un quelconque intérêt des exploités. Ceux qui croient en eux seront déçus, trompés, et toujours opprimés.

Alors si les travailleurs révolutionnaires doivent manifester leur colère et leur indignation contre l'intervention des troupes impérialistes, c'est sans la moindre sympathie à l'égard de ces dictateurs, car même si aujourd'hui ils gesticulent contre l'impérialisme, ils n'en sont pas moins les représentants locaux de l'édifice sur lequel repose l'exploitation des pauvres par les riches.

*

Les travailleurs ne peuvent pas trouver leur salut du côté de

*

*

LE KOWEIT: UNE CREATION DE L'IMPERIALISME

Le Koweït dont on parle tant aujourd'hui, est une création de l'impérialisme. Il a été créé de toutes pièces par la puissance coloniale britannique au lendemain de la deuxième guerre mondiale en le détachant d'une région entière comprenant entre autres l'actuel Irak. Elle y a installé une "pétro-monarchie" avec un monarque sur mesure. C'est également de cette manière que les Emirats ont vu le jour.

Le but était de partager en petits morceaux une grande région pour la contrôler facilement; c'est la politique du "diviser pour régner". Ainsi aucun de ces Etats ne serait assez fort pour utiliser l'arme du pétrole.

Dans la plupart des cas, ces découpages se faisaient de façon sanglante, par des expéditions, des occupations militaires coloniales.

Et ce sont ces horreurs-là dont parle Bush quand il fait allusion au "droit international" foulé au pied ou à "nos principes" bafoués par Saddam.

COTE D'IVOIRE

MULTIPARTISME MAIS PAS DE DEMOCRATIE

Le multipartisme déclaré en avril dernier en Côte d'Ivoire s'est traduit par l'apparition de plusieurs partis, mais la démocratie n'y est pas. Il existe actuellement 26 partis politiques officiellement déclarés, mais on ne parle souvent que de quatre d'entre eux: le Front Populaire Ivoirien (FPI), le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT), l'Union des Social-Démocrates (USD) et le Parti Socialiste Ivoirien (PSI).

Les autres partis sont présentés par certains comme des courants internes du PDCI (le parti au pouvoir) et non des partis à proprement parler. Nous ne savons pas si cela est vrai, mais ces partis sont moins connus que les quatre autres. Ceux-ci ont formé une coordination dirigée par le FPI et ils mènent des actions communes (de propagande) qui leur permettent de recruter surtout des jeunes.

Ces partis d'opposition sont tous des partis bourgeois dirigés par des professeurs, des avocats et autres cadres. Fondamentalement, aucun d'entre eux ne menace en rien l'ordre social actuel. Ils se limitent à se poser en rivaux ou successeurs de Houphouët Boigny. Mais même sur ce terrain de simple rivalité, ils sont très prudents. Et ils choisissent pour l'instant les actions à mener de telle façon qu'ils ne puissent pas être débordés par un radicalisme quelconque, même de leur propre base.

C'est ainsi qu'en juillet dernier, lorsqu'à la veille d'un meeting organisé par le FPI à Treicheville, les militants de ce parti ont appris que leur journal était interdit, l'idée de faire une manifestation de protestation était admise par presque toutes les sections et les pancartes ainsi que les mots d'ordre ont été prévus. Mais le jour du meeting, Laurent Gbagbo s'y est opposé et est parti discrètement en laissant le soin à un autre d'expliquer pourquoi la marche ne pouvait avoir lieu.

Dans le même ordre d'idées, en ce qui concerne l'arrivée du Pape à Yamoussoukro pour consacrer la fameuse basilique, Laurent Gbagbo se dit ouvertement contre, mais il

s'oppose à l'idée d'une manifestation contre l'arrivée de celui-ci en disant: "Nous ne perturberons pas cette visite, mais tenons à ce que le Pape sache qu'elle perturbe notre foi".

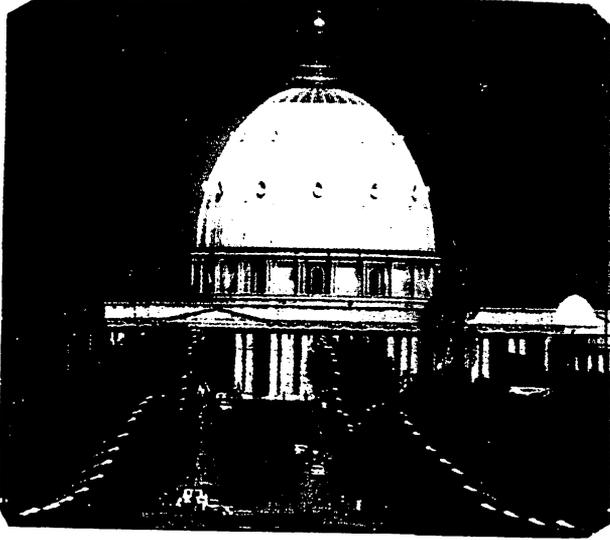


Certains pourraient penser que tant de prudence seraient dictées par des raisons tactiques. Mais le fait est que Laurent Gbagbo ne tient pas à appeler les populations à agir elles-mêmes, de peur qu'elles n'apprennent au travers de ces actions à se battre pour elles-mêmes. Même pour un simple changement politique, il tient à ce que cela se passe dans le calme, sans affrontements. D'ailleurs il propose un gouvernement de coalition entre son parti et le PDCI de Houphouët de Boigny. Il ne veut pas que les masses apprennent par leurs propres actions à se rendre compte qu'elles ont la force et la capacité de renverser le régime en place. Il veut apparaître comme celui qui, le seul, aura réussi à faire partir Houphouët afin de donner une certaine légitimité à une éventuelle prise du pouvoir.

Cela étant, si demain les populations se mettent en mouvement, il n'est pas dit que Laurent Gbagbo n'essayera pas d'en prendre la direction et de le canaliser pour satisfaire bien entendu ses ambitions personnelles, mais aussi pour assumer sa responsabilité vis-à-vis de la bourgeoisie.

COTE D'IVOIRE

C'EST D'ABORD HOUPHOUET QUE LE PAPE A BENI !



Enfin, le voeu de Houphouët Boigny est exaucé. Le Pape Jean Paul II est venu consacrer la basilique Notre-Dame-de-la-Paix

de Yamoussoukro. A défaut d'un prix Nobel de la paix, Houphouët aura gagné le titre du plus grand bâtisseur de cathédrale du XXème siècle.

Mais en réalité, c'est Houphouët que le Pape est venu bénir, à un moment où celui-ci est ouvertement contesté par la population. Par sa présence en Côte d'Ivoire, le Pape a apporté sa caution au vieux dictateur en butte à son peuple. Il est venu le réhabiliter au moment où il est publiquement traité de "voleur" par des manifestants.

Houphouët espère-t-il, par le biais de la religion, faire un consensus autour de lui? Réussira-t-il, maintenant qu'il est béni, à faire tomber la contestation et à ramener le calme? Ce n'est pas certain. A moins d'un miracle !

* * *

TRAFIC SCANDALEUX D'ENFANTS LIBERIENS

Parmi des centaines d'enfants de moins de dix ans qui ont perdu leurs parents au cours des affrontements au Libéria, beaucoup ont réussi à s'enfuir en Côte d'Ivoire. Ils sont accueillis depuis quelques temps au commissariat de police de San Pedro.

Que la police de San Pedro cherche à faire adopter ces enfants par des familles, au lieu qu'ils traînent dans le commissariat est une bonne chose. Mais ce n'est pas cela qui se fait. La police les aurait proposés moyennant finances. C'est scandaleux! Du coup, même les personnes qui souhaitaient adopter certains de ces enfants y ont renoncé.

MAURITANIE - SENEGAL

LA TUERIE CONTINUE

C'est depuis bientôt deux ans que dure le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie. Non seulement ce conflit n'a pas été éteint, mais au contraire il est rallumé et étendu sur le territoire du Mali. En effet, il y a des milliers de ressortissants mauritaniens qui se sont réfugiés au Mali. Ces réfugiés ne sont pas sous des tentes comme on le voit aujourd'hui en Jordanie, mais ils sont entassés tout le long de la frontière entre les trois pays. Dans la région de Kayes par exemple, ils sont par milliers. Les uns sont venus gonfler des gros villages, d'autres se sont installés à Kayes même. Certains sont sans ressources, car ils ne sont même pas pris en charge par des organismes internationaux comme l'ONU, et encore moins par le gouvernement de Moussa Traoré.

Bien au contraire, les autorités maliennes, par l'intermédiaire de leur chef d'arrondissement, n'hésitent pas à extorquer le peu de biens que les réfugiés ont emmenés avec eux. Par exemple, certains réfugiés sont venus avec leurs armes pour, selon leur coutume, garder leur bétail. Quand les gendarmes ou les douaniers font leur tournée dans les campagnes, ils perquisitionnent les cases pour confisquer les fusils sous prétexte que les propriétaires n'ont pas l'autorisation de port d'armes. Souvent ils font payer aux éleveurs de lourdes amendes allant jusqu'à 500.000 FCFA. Et bien entendu ces amendes sont payées sans reçu et ceux qui ne payent pas sont directement embarqués en direction de la prison centrale de Kayes. Cette dernière est d'ailleurs pleine à craquer de réfugiés mauritaniens et de petites gens de nationalité malienne, souvent mélangés avec de grands truands qui ont détourné des fonds publics.

Bref, la situation est très critique pour ces réfugiés mauritaniens. Actuellement, il y a une situation de guerre civile dans cette région frontalière. Il y a des bandes armées qui se nomment les "Rouguyenkobés" (les guerriers en peulh). Ces groupes opèrent sur le territoire malien en particulier. Ils traversent la frontière mauritanienne avec des armes automatiques appelées "36 coups" pour récupérer le bétail qui a été confisqué aux éleveurs, mais en même temps ils ramassent tout le bétail qu'ils trouvent sur leur chemin, celui des Maures mais aussi celui des Négro-africains restés en Mauritanie.

En plus de cela, les "Rouguyenkobés" n'hésitent même plus à attaquer les taxis-brousses qui osent aller du Mali en Mauritanie ou de Mauritanie au Mali. C'est ainsi qu'au cours du mois de juillet, il y a eu des taxis-brousses attaqués sur le territoire malien par ces bandes armées. Lors de ces attaques, ce sont les pauvres voyageurs qui ont été rançonnés et d'autres ont même été tués sous prétexte qu'ils sont "maures-haratines" bien qu'ils soient maliens de nationalité.

Parmi ces bandes armées, certaines vont dans les villages soninkés, armes automatiques en main, à la recherche des Haratines pour les exécuter. C'est ce qui s'est passé récemment à Teïssiby, village malien, où un Maure a été assassiné en public. Tous les "débays" (villages haratines) côté frontière malienne, ont été obligés de déménager sous peine d'être rasés par les "Rouguyenkobés". Ces villages sont maintenant habités par des Peulhs qui, eux, ont été expulsés de la Mauritanie d'où sont issus les groupes des "Rouguyenkobés". Certains Haratines sont obligés de se réfugier dans les villages des Soninkés, de se faire protéger par ceux-ci ou de se déguiser en abandonnant leurs habits traditionnels pour ne pas être repérés par ces bandes.

Côté mauritanien, la situation est catastrophique pour toute la population mauritanienne, plus particulièrement pour la population négro-africaine et notamment les Peulhs. Car la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal est fermée depuis bientôt deux ans. Toute personne approchant la frontière sénégalaise est susceptible d'être abattue par les gardes-frontières. Récemment, deux commerçants de bétail peulhs sont partis vendre leur bétail à Diagully, village mauritanien, des soldats de Ould Taya sont venus faire un contrôle d'identité. Les contrôleurs ont confisqué une partie de leur bétail; il y a eu une protestation de la part des commerçants. Ils ont été fusillés sur-le-champ.

Actuellement, la frontière mauritano-malienne n'est pas officiellement fermée, mais si un Mauritanien a le malheur de s'approcher de la frontière avec son bétail, il peut être fusillé sous

prétexte qu'il veut prendre la fuite avec son bétail. Même celui qui veut partir en camion ou à pied peut aussi être arrêté et soupçonné d'être sympathisant du FLAM (une organisation nationaliste opposée au pouvoir central mauritanien) ou des "Rouguyenkobés". Ainsi donc, tout le monde se méfie de tout le monde et on tue des gens comme des animaux.

Cette situation n'intéresse pas les presses nationales ni la presse internationale tant que ce sont des pauvres qui s'entretuent. Les trois gouvernements ont leur part de responsabilité dans cette situation, mais aussi les organisations nationalistes qui attisent la haine inter-ethnique, qui poussent les uns contre les autres, alors qu'il faut plutôt les unir contre leurs oppresseurs communs, les trois régimes dictatoriaux et leur maître impérialiste.

LIBERIA

MASSACRES ENTRE BANDES RIVALES PAR ETHNIES INTERPOSEES

Le Libéria connaît depuis la fin de l'année 1989 un conflit armé d'une sauvagerie atroce entre différentes bandes qui sèment la terreur sur leur passage. Samuel Doe, au pouvoir depuis son coup d'Etat, il y a 10 ans, contre William Tolbert, est mis en difficulté par un autre candidat à la dictature, Charles Taylor. Le Prince Johnson, lui aussi candidat à la dictature, a rompu son alliance avec Taylor son allié d'hier pour rejoindre le camp de Doe.



Depuis quelques semaines, Charles Taylor avec ses "rebelle" qui se sont

baptisés "freedom fighters" (combattants de la liberté) occupe les 9/10ème du pays, tandis que Doe s'est retranché dans son palais-forteresse, avec quelques centaines de soldats. Johnson, lui, détient la zone portuaire à Monrovia.

Durant ces plusieurs mois de guerre, les populations n'ont pas été épargnées. Chaque bande sème le terreur, tuant et pillant les populations innocentes. Des cadavres en décomposition jonchent les rues. Les soldats font des incursions jusque dans les hôpitaux. Ils abattent sans pitié les blessés ou les malades si par malheur ceux-ci sont de l'ethnie "adverse". Même les hôpitaux sont pillés. Au mois de juillet, les soldats de Doe ont assassiné des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui s'étaient réfugiés dans une église.

A ce jour, le nombre de tués s'élève déjà à 5.000 au moins. Des centaines de milliers de personnes ont fui le Libéria pour aller se réfugier soit en Côte d'Ivoire soit en Guinée. A cause de cette guerre, les paysans n'ont pas cultivé normalement. On s'attend à une terrible famine dans les semaines ou les mois qui suivent. 2,5 millions de personnes sont ainsi en danger de mort lente.

Ceux qui meurent, qui sont contraints de fuir en abandonnant leurs terres

et leurs villages et souffrent sont malheureusement des innocents et non pas les soldats ni les combattants des bandes rivales. Ceux-ci semblent plutôt s'en donner à coeur joie au pillage et au massacre. Chacun des dirigeants de ces bandes de gangsters, pour trouver un appui dans une partie de la population, a attisé de vieilles rivalités ethniques entre les Dan et les Krahn notamment. Ainsi, aux affrontements, somme toute banales, entre bandes armées pour l'exercice du pouvoir, se sont ajoutés des conflits ethniques qui n'ont fait qu'aggraver les atrocités des combats. Finalement, ces dirigeants criminels assoiffés de sang ont réussi à réveiller des vieilles rivalités entre les différentes composantes de la population du Libéria qui, jusqu'ici, vivaient plus ou moins en paix.

Les dictateurs des pays voisins membres de la CDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), avec à leur tête le Nigéria, se sont mis d'accord pour constituer une "armée d'interposition". Ce sont, paraît-il, des raisons "humanitaires" qui les auraient poussés à constituer cette force. Des raisons "humanitaires", ces gens-là? Quelle bande d'hypocrites! Ils n'ont rien à envier en matière de férocité à des gens comme Doe et Taylor. Ils affament, assassinent et pillent pareillement leurs peuples et pratiquent eux-mêmes l'ethnisme et le tribalisme.

En réalité, derrière ces "casques blancs" africains, il y a l'impérialisme américain. C'est d'ailleurs lui qui finance l'opération militaire estimée à 50 millions de dollars. Les intérêts de l'impérialisme américain au Libéria sont importants. Des trusts comme Firestone possèdent dans ce pays des milliers d'hectares d'hévéas pour la production de caoutchouc. D'autres sociétés américaines y sont implantées depuis des dizaines d'années dans l'extraction des matières premières comme le fer ou dans les pierres précieuses. Les dirigeants des USA n'ont d'ailleurs pas hésité à faire débarquer leurs marines, au mois d'août dernier. Officiellement, c'était pour protéger leurs ressortissants, mais en réalité, c'était pour protéger leurs installations de Radio et télécommunication qui leur servent à couvrir toute l'Afrique.

C'est bien l'ensemble de ces intérêts, loin d'être "humanitaires", qui inquiètent les dirigeants américains. Non pas parce que ces intérêts sont menacés par ceux qui se battent au Libéria, mais tout simplement parce que la guerre entre ces gangsters perturbe la bonne marche des affaires, ne serait-ce que parce que le port de Monrovia et les routes sont par exemple paralysés. Mais, le problème des dirigeants de l'impérialisme américain c'est que eux-mêmes ne savent lequel de ces prétendants serviteurs choisir. Faut-il continuer à s'appuyer sur la bande pourrie de Doe ou mettre en selle un nouveau qui n'est pas très ragoûtant? Cette perplexité est illustrée par une déclaration récente d'un diplomate américain selon lequel: "Doe est fini, mais il n'y a personne en face que nous puissions soutenir sans renouveler les erreurs du passé".

Dans le fond, le problème des dirigeants de l'impérialisme, ce n'est pas de choisir lequel sera le "moins dictateur" car de côté-là les dirigeants de ce monde ne sont pas regardants. Seule compte pour eux la qualité de ces dictateurs à être de bons serviteurs de leurs intérêts. Et pour défendre ces intérêts au milieu d'un océan de misère, il faut nécessairement une dictature féroce, sanguinaire; d'autant plus barbare que la misère y est plus grande.

La résurgence de ces conflits ethniques n'est pas seulement du fait de ces dictateurs ou candidats à la dictature. Ils y sont, certes, pour beaucoup. Mais c'est l'aggravation de la misère, conséquence de la crise économique mondiale, et le pillage continu des richesses par les trusts capitalistes qui sont les vrais responsables de ces barbaries. La misère, la famine et le désespoir sont le terreau sur lequel poussent toutes ces idées rétrogrades.

Les exploités, n'ayant pas une autre perspective devant l'avenir qu'ils voient bouché, sont trompés par les prétendus "libérateurs" (c'est ainsi que ces assassins

ont le culot de s'appeler). Ils sont enchaînés et entraînés à s'entretuer entre pauvres pendant que les riches continuent de les exploiter de plus belle. Les dirigeants sanguinaires prennent en réalité en ôtage leur propre peuple, leur propre ethnie en prétendant les libérer. Ils n'hésitent pas à les massacrer si jamais ils s'opposent à leur politique. C'est ainsi que Taylor et Doe n'hésitent pas à brûler des villages entiers, y compris de leur propre ethnie, lorsque les villageois, qualifiés de "traîtres" refusent de les suivre et s'en vont se réfugier ailleurs.

L'ethnisme, comme le nationalisme ou l'intégrisme, est un piège dans lequel les politiciens bourgeois veulent entraîner les masses pauvres. C'est une sorte d'échappatoire qu'ils utilisent pour dévoyer les luttes, pour les diriger vers des impasses pour les pauvres; des fois avant même que ces derniers ne commencent à se révolter. Les dictateurs et leurs maîtres impérialistes sont parfaitement conscients que tôt ou tard la misère qui s'aggrave de jour en jour poussera inéluctablement les masses pauvres vers des révoltes. Les émeutes de la faim, on les verra de plus en plus. Ces émeutes peuvent devenir des révolutions capables non seulement de balayer les pouvoirs en face, mais y compris, si les exploités prennent conscience du rôle qu'ils ont à jouer, de balayer le système sur lequel reposent ces dictatures.

Et c'est dans ce sens que l'ethnisme, le nationalisme, l'intégrisme et tous ces mouvements plus ou moins "culturels" qui s'appuient sur des vieilles idées servent en réalité les intérêts du capitalisme, y compris lorsque les dirigeants de ces mouvements se disent anti-occidentaux.

* *

* *

* *

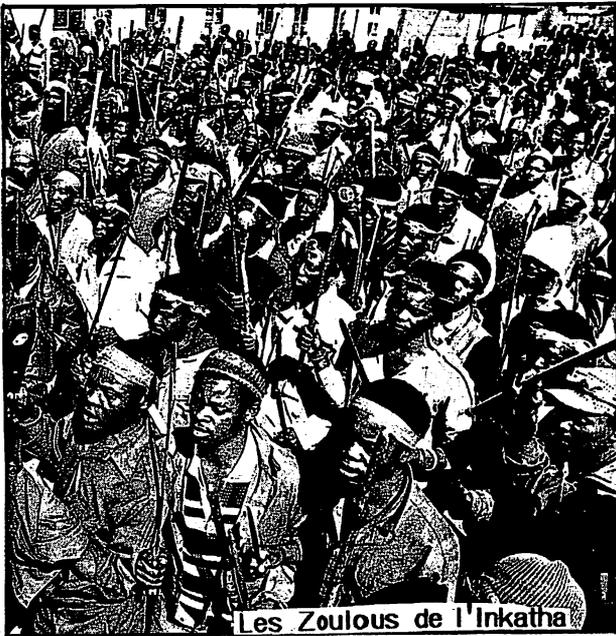
* *

Aux dernières nouvelles, nous apprenons que le dictateur Samuel Doe à qui s'était allié Prince Johnson a été arrêté par ce dernier et serait mort à la suite de ses blessures. Au moins soixante de ses compagnons auraient été tués. A la suite de cela, Prince Johnson se serait proclamé président "provisoire" du pays. Selon certaines informations, il serait le "poulain" des Américains qui auraient finalement misé sur lui. Taylor serait à leurs yeux trop lié à Khadafi.

AFRIQUE DU SUD

COURSE MEURTRIERE ENTRE ORGANISATIONS NATIONALISTES RIVALES

Alors que depuis la libération de Mandela, il semble que l'on s'achemine vers une accalmie relative, prélude à une solution négociée de l'apartheid comme le souhaite l'ANC, l'Afrique du Sud vient de se transformer en un théâtre d'une véritable guerre civile. Mais cette guerre civile-là n'oppose pas les opprimés noirs en particulier à la minorité blanche raciste. C'est une guerre qui a éclaté au sein des victimes de l'apartheid elles-mêmes. Elle oppose les partisans de l'ANC à ceux du mouvement zoulou, l'Inkatha, de Buthelezi. Des batailles entre les deux camps, le bilan est lourd aujourd'hui: des centaines de morts, plus que n'en a fait toute la guérilla de l'ANC durant trente années de lutte armée contre le système raciste de l'Afrique du Sud!



Les Zoulous de l'Inkatha

Ce n'est pas la première fois, cependant, que des batailles rangées éclatent entre les deux organisations nationalistes noires, l'ANC et l'Inkatha. Ces deux organisations ont de tout temps opposé les populations noires les unes aux autres, notamment dans la région du Natal où elles se disputent

le leadership. C'est une région où prédomine l'ethnie zouloue dont est originaire Buthelezi.

Et si aujourd'hui cette rivalité entre les deux organisations prend les proportions dramatiques que nous connaissons, sous la forme d'une véritable guerre civile avec son cortège de morts, de tueries, d'incendies, cela n'est pas, bien sûr, sans rapport avec le contexte politique actuel en Afrique du Sud. En fait, c'est le recul du système et la perspective d'une solution négociée de l'apartheid avec toutes les possibilités que cela offre à la bourgeoisie noire de sortir de l'ombre et de prétendre participer à la direction du pays, ou tout au moins à la gestion des affaires, qui sont à l'origine de l'exacerbation de la lutte et de la rivalité entre l'ANC et l'Inkatha.

Cela est plus manifeste surtout du côté de l'Inkatha et de son leader Buthelezi. Ce dernier, ancien membre de l'ANC, s'est toujours posé en rival de l'organisation de Mandela. Contrairement à l'ANC qui, pendant un certain temps, a prétendu opter pour la lutte armée, Buthelezi, dès le début, a fait le choix d'une politique non violente qui était de fait une collaboration avec le régime d'apartheid. Celui-ci l'a si bien compris qu'il a permis au leader de l'Inkatha de bénéficier de l'aide de son pouvoir et de la protection de sa police blanche. A l'époque où Pretoria appliquait avec zèle le principe de l'apartheid en refusant la citoyenneté sud-africaine aux Noirs et en les parquant dans des homelands dits indépendants, les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud ont porté Buthelezi à la tête d'un homeland peuplé essentiellement de son ethnie zouloue, le Kwazulu. Contrairement au souhait de Pretoria, à la tête du Kwazulu, il a, certes, refusé l'indépendance

de son homeland et prétendu que son but était la constitution d'une Afrique du Sud démocratique débarrassée de l'apartheid et unie.

Mais, Buthelezi n'a pas moins collaboré avec le système en vigueur qui lui a permis de bâtir un véritable pouvoir dans le Kwazulu et surtout de mettre sur pied une police zouloue officielle pour encadrer les bandes de son organisation, l'Inkatha. Mais, si par rapport au régime raciste de Pretoria, Buthelezi prétendait prôner la négociation et la collaboration, et pour cause, il a par contre fait de son organisation l'Inkatha une véritable machine de guerre sans pitié contre ses concurrents de l'ANC pour les chasser des villes et des campagnes à majorité zouloue, notamment dans le Natal.

La tournure que viennent de prendre les événements en Afrique du sud d'une façon nettement favorable à l'ANC offre de nos jours un terrain propice à l'aiguïsement de la lutte et de la concurrence entre l'organisation de Mandela et celle de Buthelezi. Le recul du régime blanc, la libération de Mandela et l'engagement de ce dernier à négocier avec De Klerk pour trouver une issue non violente au système, tout cela a largement profité à l'ANC qui en tire un formidable succès. Cette organisation a réussi à capitaliser les multiples luttes de la population noire pour se poser comme leur principal porte-parole et, de fait, le principal interlocuteur face au pouvoir blanc.

Dans la perspective du développement des négociations, en cours ou futures, une telle situation en faveur de l'ANC est une menace pour Buthelezi qui risque de tout perdre, y compris ses propres troupes. Alors, pour parer à une telle éventualité, le dirigeant de l'Inkatha s'est lancé dans une guerre à outrance contre ses concurrents de l'ANC afin de se positionner, de rassembler ses troupes autour de lui et de rappeler qu'on ne devrait pas l'oublier au moment où l'on négocierait le futur statut de l'Afrique du Sud. Il voudrait avoir

aussi sa part de gâteau, d'autant que c'est sur ses plates-bandes que marchent Mandela et l'ANC en choisissant la perspective de la solution négociée avec le régime raciste.



Indépendamment des calculs mesquins d'un Buthelezi prêt à sacrifier des centaines de morts pour un strapontin ou une miette de gloriole, on ne peut pas dire que l'ANC non plus n'a pas sa part de responsabilité dans ces batailles qui opposent les victimes noires de l'apartheid. Les prétentions de l'ANC à vouloir s'imposer comme l'unique dépositaire de l'ensemble de la population noire, sa volonté manifeste de contrôler complètement celle-ci, y compris par la terreur, en utilisant les mêmes méthodes que l'Inkatha, en faisant la chasse et en se débarrassant de tous ceux qui s'opposent ou n'obéissent pas à ses directives, eh bien toute cette politique a largement profité à Buthelezi en poussant pas mal de gens dans ses bras, notamment ceux de son ethnie zouloue considérés par les partisans de l'ANC comme des traîtres du fait tout simplement de leur appartenance ethnique.

Mais c'est surtout parce qu'elle n'a rien proposé aux opprimés et aux travailleurs zoulous que l'ANC a préparé le lit des gens du genre de Buthelezi. Le nationalisme, celui de l'ANC ou de l'Inkatha, pour les opprimés, c'est, au fond, la même chose. L'objectif des dirigeants nationalistes noirs, toutes tendances confondues, n'est

pas l'émancipation des opprimés noirs de toutes les oppressions, y compris l'oppression raciale, qui tirent leur origine du système capitaliste. Ce que veulent les dirigeants nationalistes noirs, c'est se servir de la colère des pauvres comme une force de manoeuvre pour atteindre leurs propres objectifs dans le cadre d'un marchandage avec le pouvoir blanc.

Or, les luttes multiformes que ne cessent de mener les pauvres sud-africains noirs contre l'apartheid sont d'abord une réaction contre leur condition d'opprimés. Elles reflètent leurs aspirations au droit à la vie, au droit au partage des richesses, à la santé, à l'éducation, au logement... Mais, pour y parvenir, ces opprimés ont besoin d'une politique et d'une organisation qui soient les leurs propres, indépendantes de celles des couches privilégiées de la communauté noire. Si une telle perspective existait aujourd'hui, elle servirait à aider la population à s'organiser, à résister aux bandes de l'Inkatha d'abord, mais aussi à aider l'ensemble de la population à donner une réponse politique à la situation en s'adressant aux opprimés zoulous, aussi bien ceux du Natal que les travailleurs des townships, pour les arracher des mains de Buthelezi et des bandes de l'Inkatha.

Mais, loin de là, telle n'est ni la politique, ni la préoccupation de l'ANC. Ses leaders se contentent de lancer de simples appels au calme qui sont loin de combler le fossé de haine entre les partisans de l'ANC et de l'Inkatha. Mieux, ils préfèrent s'en remettre à la police de l'apartheid et parfois même à l'armée. C'est à ses appareils classiques de la répression qui ont de tout temps aidé et protégé l'Inkatha et qui continuent à le faire que Mandela et ses compagnons font appel pour empêcher les Noirs de se massacrer entre eux. Ce qui, de toute évidence, ne peut que servir et favoriser la minorité blanche qui dirige en renforçant le pouvoir effectif de son appareil. Dans ce contexte, la promenade de De Klerk dans Soweto dévasté par les batailles est tout un symbole quant à l'impasse où a mené la politique de l'ANC.

* *

* *

* *

* *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.